

Questions orales

M. Drury: ... soit avec l'Ontario. Nous cherchons à obtenir l'autorisation du gouverneur en conseil pour y ajouter les provinces atlantiques.

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au premier ministre suppléant. Comme une seule province a signé l'entente et que trois ou peut-être quatre autres semblent disposées à la signer, le gouvernement est-il prêt à convoquer une nouvelle conférence des premiers ministres, comme le premier ministre en a indiqué la possibilité afin d'assurer une application prompte et uniforme dans tout le pays?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, il n'est pas nécessaire, à mon avis, de convoquer une nouvelle réunion des premiers ministres. La signature de ces ententes est déjà un progrès. Les provinces ne montrent aucune hostilité. Nous pensons qu'elles apporteront toutes leur collaboration.

Des voix: Bravo!

* * *

LE BUDGET**LA DATE DE PRÉSENTATION**

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Si le gouvernement appelle cela un progrès, rien d'étonnant qu'il ait besoin d'un programme de trois ans rien que pour lancer les choses. Compte tenu de la déclaration du Conseil économique du Canada selon laquelle les mesures prévues par le dernier budget entraîneraient, une hausse des prix plus rapide et une croissance plus lente qu'actuellement, le premier ministre suppléant peut-il dire à la Chambre quand nous pouvons espérer un nouveau budget afin que les députés des deux côtés de la Chambre puissent s'attacher aux réalités et aux problèmes actuels au lieu de se contenter de l'avenir de pacotille proposée par le premier ministre?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, j'ai eu l'occasion de discuter avec les leaders à la Chambre de la possibilité d'étudier le rapport annuel du Conseil économique du Canada auquel vient de faire allusion le chef de l'opposition, en le renvoyant à un comité permanent de la Chambre, ou encore à un comité mixte. Je conviens que certaines observations mériteraient beaucoup plus d'attention que celle qui leur a été consacrée jusqu'à maintenant.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR**LE PACTE DE L'AUTOMOBILE—L'ÉTUDE AMORCÉE AUX ÉTATS-UNIS—DEMANDE D'EXPLICATIONS—LA POSSIBILITÉ DE NÉGOCIATIONS CANADO-AMÉRICAINES**

M. Bill Kempling (Halton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à l'intention du premier ministre suppléant. Étant donné que l'un des objectifs du programme de lutte contre l'inflation consiste à maintenir notre position concurrentielle dans le commerce interna-

[M. Drury.]

tionnel, quand le premier ministre suppléant fera-t-il une déclaration au sujet du pacte de l'automobile à la lumière de l'étude que la commission américaine du commerce international a récemment terminée sur le sujet?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, tout comme le député, j'en ai lu la nouvelle dans les journaux. Mais comme le texte de l'étude n'a pas encore été publié, nous ne sommes pas en mesure de faire connaître notre réaction.

M. Kempling: Étant donné que le déficit de notre balance commerciale au chapitre de l'automobile dans le cadre du pacte dépassera un milliard de dollars pour la présente année financière et que ce déficit au chapitre des pièces automobiles dépassera deux milliards de dollars, le premier ministre suppléant nous dira-t-il quand les membres du groupe d'étude du ministère de l'Industrie et du Commerce chargés d'examiner le pacte de l'automobile rencontreront leurs homologues américains?

M. Sharp: Monsieur l'Orateur, je ne pense pas que ce serait là l'instance appropriée à la tenue de tels entretiens. Ces entretiens entre nos deux gouvernements devraient plutôt se tenir au niveau ministériel. Je me permets de signaler au député que les conclusions du rapport dont les journaux ont fait état dénonçaient le pacte de l'automobile qui serait trop à l'avantage du commerce canadien.

M. Kempling: Le premier ministre suppléant peut-il nous dire si le gouvernement américain a demandé la tenue d'une réunion pour étudier l'accord de l'automobile? Sinon, le gouvernement canadien en prendra-t-il l'initiative, compte tenu du fait que le président Ford a accepté, le 4 décembre dernier, la tenue d'une étude conjointe du commerce entre nos deux pays?

M. Sharp: Monsieur l'Orateur, le gouvernement américain n'a pas demandé pareille réunion récemment. Par contre, nous la lui avons proposée et nous nous en réjouissons.

* * *

L'ENVIRONNEMENT**LA QUESTION DE L'APPLICATION DES NORMES FÉDÉRALES DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION SUR LES CHANTIERS DE SYNCRUDE**

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le nouveau ministre de l'Environnement que je félicite de sa nomination.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Ça, c'est le beau côté de l'histoire. Dans le discours délicat qu'il a adressé à la nation lundi, le premier ministre a mentionné le fait que trop souvent on cherche à rejeter les uns sur les autres la responsabilité en matière de contrôle de la pollution. Le nouveau ministre va-t-il y mettre fin dans le cas de Syncrude et insister pour que les contrôles de la pollution du gouvernement fédéral s'y appliquent, sans quoi le gouvernement fédéral refusera d'y participer davantage?